

lieu du ministère du Commerce. Nous ne lui chercherons pas querelle à ce sujet. Voici ce qu'il a déclaré:

...ce que nous pouvons faire de mieux pour l'agriculteur, c'est de lui fournir la garantie de ventes considérables et soutenues, aux meilleurs prix possibles.

Allez donc concilier ces propos avec la manchette: Les paiements versés pour le blé baissent à un niveau désappointant. Alors, voyez ce que le gouvernement a omis de faire pour l'agriculture en général, non seulement pour ceux qui s'adonnent à la production de blé dans l'Ouest canadien. On pourrait considérer la situation des producteurs de crème. On comprend un peu comment les vis-à-vis ont mal administré les ressources du pays dans le domaine agricole depuis deux ans et demi ou trois ans.

Vous pourrez me demander comment cela se rattache à la motion à l'étude. J'aimerais maintenant passer à l'exposé du Conseil économique du Canada publié aujourd'hui. A la page 186, sous le titre «Politiques visant l'offre et autres politiques complémentaires», on lit:

Les politiques fiscale et monétaire constituent en général les moyens d'influer sur la demande globale. Les politiques complémentaires tiennent plutôt à la nécessité d'agir sur l'offre. Sans contester l'importance de la demande, il est permis de dire que jusqu'ici on a peut-être trop négligé les politiques visant à accroître l'offre à la fois en général et dans les secteurs où s'exercent des tensions particulières.

Ce que je tente de faire comprendre ici c'est que lorsque le gouvernement a créé le Conseil économique et aboli le Conseil de la productivité qui avait été institué par l'administration précédente, il a enlevé l'accent sur la productivité qui est à la base même de toute amélioration de l'état social de notre pays et l'unique fondement nous permettant de donner à notre population une plus grande valeur pour les dollars qu'elle gagne et consacre à la consommation. Voilà un des reproches que nous de l'opposition faisons aux ministres d'en face. Plus loin dans l'exposé, nous pouvons lire ceci:

D'après certains indices, les Canadiens sont de plus en plus conscients du besoin d'une plus forte productivité pour atteindre leurs objectifs économiques et sociaux. Divers programmes et politiques pouvant conduire à un accroissement de la productivité ont été inaugurés ou élargis dans les secteurs public et privé de l'économie. A titre d'exemple, on signalera l'accroissement des investissements dans les ressources humaines, afin d'en relever le niveau de connaissance et de compétence, et la haute priorité accordée à l'établissement de politiques efficaces de la main-œuvre.

Il s'agit ici de la politique qui fut inaugurée par ceux qui siègent dans l'opposition aujourd'hui, lorsque nous étions au pouvoir et que nous avons lancé le plus important pro-

gramme de formation professionnelle de l'histoire entière non seulement de notre pays mais aussi du monde. (*Applaudissements*)

Les honorables députés d'en face n'applaudissent pas ici, car ils n'ont rien fait depuis à cet égard. C'est une des raisons pour lesquelles, depuis 3 ans qu'ils forment le gouvernement de notre pays, rien ou presque rien n'a été fait à cet égard, excetion faite de la création du ministère de la Main-d'œuvre qui, jusqu'à ce jour, n'a pas réussi à s'attacher à cet important problème.

J'en arrive maintenant au résumé des conclusions que donne l'exposé du Conseil économique du Canada. La deuxième conclusion se lit ainsi qu'il suit:

Pour permettre de résoudre le problème mentionné ci-dessus, un programme doit comprendre comme premier élément indispensable un recours judicieux, bien coordonné, aux instruments ordinaires de la politique économique, notamment la politique fiscale et monétaire, la politique du taux de change et la politique commerciale.

Vient ensuite la troisième conclusion:

Pour en arriver à mieux concilier les objectifs économiques, il est nécessaire que les grands leviers de la politique soient renforcés par des politiques particulières dont le grand centre d'action est du côté de l'offre ou des disponibilités plutôt que de celui de la demande.

Voilà encore un autre exemple des faiblesses de l'administration d'en face. Elle n'a pas réussi à injecter le stimulant nécessaire pour tenir l'économie en marche dans toutes les régions du pays. C'est une des raisons pour lesquelles aux Maritimes, dans certaines parties de la province de Québec et dans d'autres régions isolées du pays aujourd'hui, on jouit d'un niveau de prospérité beaucoup moins élevé que celui dont jouissent un grand nombre de personnes qui habitent d'autres parties du pays. Je dis qu'en général, dans notre économie nationale, le gouvernement actuel a négligé l'élément agricole. Il y a aussi le problème des tensions périodiques, de la demande excessive et des pressions dues aux frais et aux prix élevés dans le domaine du bâtiment. Le Conseil économique du Canada dit que cela exige un traitement spécial. J'ai ici un article publié il y a quelque temps au sujet de la guerre que le gouvernement a déclarée à la pauvreté. Voici certaines des choses qu'on a dites à l'époque, d'après le *Western Producer* du jeudi 24 février 1966:

L'inscription aux écoles professionnelles et techniques a été «lamentablement faible».

Et cela en 1966, trois ans après l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, soit trois ans après qu'il a eu l'occasion de mettre en œuvre une politique de nature à aider nos ouvriers qui souffrent.